

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTDF/W/12/Add.1
30 septembre 2002

(02-5202)

Groupe de travail du commerce,
de la dette et des finances

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA BANQUE MONDIALE

Addendum

INITIATIVES EN MATIÈRE D'ALLÈGEMENT DE LA DETTE ET RÔLE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

1. Questions à examiner:

- Qu'est-ce que l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (initiative PPTE)?
- Quels ont été les résultats de l'initiative PPTE à ce jour?
- Comment le commerce influe-t-il sur l'initiative PPTE?
- Comment la politique commerciale mondiale influe-t-elle sur l'allègement de la dette?
- Quel rôle peuvent jouer les politiques commerciales des pays en développement dans l'allègement de la dette et la réduction de la pauvreté?

2. À l'origine, l'initiative PPTE d'allègement de la dette:

- Avait été proposée par la Banque et le FMI, et créée en 1996 après avoir été approuvée au niveau international par 180 pays.
- Elle constituait le premier dispositif global de réduction de la dette qui était fortement lié à la pauvreté.
- Elle s'adressait aux pays de l'AID dont les niveaux d'endettement étaient intolérables après allègement traditionnel de leur dette.
- Elle exigeait la participation/répartition de la charge entre tous les créanciers multilatéraux et bilatéraux.
- Elle a donné lieu à un dialogue et des consultations constructifs qui ont permis d'améliorer l'initiative et d'apporter des modifications aux procédures.

3. Ces consultations ont débouché, en 1999, sur l'initiative PPTE renforcée qui comportait:

- Un allègement plus important et d'une portée plus large: Les seuils d'endettement tolérable ont été abaissés afin d'offrir un meilleur allègement. D'autres pays sont devenus admissibles et certains pays ont eu droit à un plus grand allègement.
- Un allègement plus rapide: Certains créanciers ont commencé à accorder un allègement de la dette pendant une période intérimaire au point de décision. Les pays pouvaient atteindre plus rapidement leur point d'achèvement.
- Des liens plus étroits avec la réduction de la pauvreté: Les ressources libérées devraient appuyer la réduction de la pauvreté (grâce aux documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les DSRP) établis par les gouvernements nationaux en collaboration avec la société civile.

4. L'initiative PPTE a réalisé des progrès importants à ce jour:

- Un allègement de la dette a été approuvé pour 26 (des 38) pays.
- Six pays ont atteint les points d'achèvement.
- Vingt pays bénéficient d'un allègement pendant une période intérimaire.
- La VAN moyenne de la dette a été réduite des deux tiers, la plupart des indicateurs du service de la dette ont diminué de moitié, et les dépenses dans le domaine des services sociaux ont augmenté, passant de moins de deux fois à plus de quatre fois le service de la dette.

5. Les questions commerciales sont au cœur du processus de l'initiative PPTE:

- Le pilier du processus de l'initiative PPTE est l'analyse du degré d'endettement tolérable (DSA), qui est établie conjointement par la Banque, le FMI et le pays concerné.
- Le commerce est au centre des analyses du degré d'endettement tolérable des PPTE.
 - Les critères du degré d'endettement tolérable sont définis par rapport aux exportations (150 pour cent de la VAN).
 - Lorsque le ratio exportations/PNB dépasse 30 pour cent, le critère du degré d'endettement est relié au revenu (250 pour cent de la VAN).
- Les projections des exportations et les perspectives mondiales sont au cœur des difficultés de mise en œuvre que connaissent les PPTE.

6. Les préoccupations concernant les résultats réels par rapport aux analyses du degré d'endettement tolérable des PPTE ont nécessité un réexamen du degré d'endettement tolérable:

- Le ralentissement mondial et la chute des prix des produits de base ont fait craindre une détérioration des ratios de la dette extérieure des PPTE.
- En 2001, les ratios VAN dette/exportations ont été plus élevés que les projections au point de décision dans 15 des 23 pays; la détérioration a été plus prononcée (supérieure à 15 pour cent) dans onze pays.
- Aucune tendance ni aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir si la cause en était la chute des exportations ou l'augmentation de la dette, si la politique ou des chocs intérieurs avaient joué un rôle, ou si l'incidence était temporaire ou permanente.

7. Qu'est-ce qui peut être fait?

- Encourager l'établissement de projections plus réalistes: scénarios à hypothèse haute/basse.
- Compléter les mesures d'allègement de la dette au point d'achèvement dans des cas exceptionnels s'il est clairement démontré que les conditions exogènes ont changé.
- Encourager une meilleure gestion de la dette, une saine planification des politiques grâce aux DSRP.
- Améliorer les possibilités d'exportation.

8. Le commercial mondial et les PMA

- Au niveau mondial, le dialogue a de plus en plus porté sur la question de savoir si le système actuel offrait un accès adéquat aux PMA.
- Les recherches confirment que les pays pauvres sont défavorisés pour ce qui est des débouchés commerciaux.
- La Conférence ministérielle de l'OMC à Doha a mis l'accent sur la nécessité de rendre les résultats négociés plus "favorables au développement".

- En tant que groupe, les pays en développement sont devenus des participants importants au commerce mondial, mais les pays pauvres ont accusé du retard.
- Au niveau international, la moyenne des droits de douane a pratiquement diminué de moitié depuis la fin des années 80 dans les pays développés et en développement, mais la protection tarifaire dont jouissent les produits de l'agriculture et des industries à forte intensité de main-d'œuvre est plus élevée que dans les industries manufacturières.
- Les pays pauvres s'en ressentent à deux niveaux: ils continuent de dépendre davantage de l'agriculture et des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, et les produits que fabriquent les pauvres dans ces pays font face à des obstacles au commerce plus élevés que ceux auxquels se heurte le reste de la population.

9. Rôle de l'accès aux marchés

- Une analyse récente (Global Economic Prospects 2002, document de la Banque/FMI sur l'accès aux marchés) fait ressortir que les obstacles à l'accès aux marchés empêchent les PMA d'accroître leurs exportations.
- Sur le plan du bien-être, les gains que procurerait la suppression des obstacles sont considérables: de l'ordre de 250 à 620 milliards de dollars EU par année, dont la moitié bénéficierait aux pays en développement.
- La croissance qu'engendrerait une diminution de la protection des marchés pourrait faire reculer la pauvreté de 13 pour cent d'ici à 2015.

10. Le bilan

- Les initiatives d'allègement de la dette ne sont que l'un des aspects des mesures de réduction de la pauvreté.
- Les gains que pourraient procurer une croissance plus rapide des exportations et une amélioration de l'accès aux marchés font paraître bien modeste l'initiative PPTE.
- Les initiatives visant à ce que le Programme de Doha produise un résultat "favorable au développement" sont essentielles.

11. Le rôle des politiques intérieures

- Il ne faut pas négliger l'autre dimension – les politiques intérieures sont également essentielles.
- L'initiative PPTE peut seulement créer les conditions nécessaires à un degré d'endettement tolérable, mais elle ne peut pas le garantir.
- Les analyses du degré d'endettement tolérable supposent l'adoption de politiques macro-économiques saines et des politiques d'emprunt prudentes.
- De nombreux PMA dont les ratios dette/exportations augmentent sont plus endettés alors que leurs exportations diminuent.
- Les politiques commerciales des PMA sont particulièrement importantes: des progrès considérables ont été réalisés dans la mise en œuvre du "programme primaire" des réductions tarifaires, de la conversion et de la diminution des obstacles non tarifaires, mais il ne s'agit que d'un aspect de la politique commerciale.
- Il sera peut-être nécessaire, mais non suffisant, d'engager des réformes tarifaires pour stimuler la croissance.

12. Un Cadre intégré redynamisé offre les moyens d'appuyer les réformes commerciales intérieures

- Le soutien bilatéral et multilatéral au Fonds fiduciaire est important – à ce jour, 18 pays donateurs se sont engagés à y verser 9,1 millions de dollars EU.
- Il est reconnu que cette approche laisse espérer que le commerce jouera un plus grand rôle dans les stratégies nationales et dans le soutien des pays donateurs.
- La demande des PMA est soutenue.

13. Les études diagnostiques effectuées au titre du Cadre intégré couvrent un large éventail de sujets:

- Accès aux marchés mondiaux.
- Commerce des services.
- Cadre de réglementation.
- Facilitation des échanges (douanes, transports).
- Analyses sectorielles.
- Commerce et pauvreté.
- Besoins d'assistance technique et réforme des politiques jugés prioritaires.

14. Conclusions des études diagnostiques effectuées au titre du Cadre intégré:

- Bon nombre des contraintes sont propres à chaque pays et à chaque secteur.
- Mais les études effectuées à ce jour montrent que:
 - La facilitation des échanges et les transports sont devenus des contraintes plus importantes.
 - Les gains que procure le commerce sont fortement tributaires de l'accès préférentiel aux marchés des pays riches.
- Au Cambodge,
 - Les procédures et jugements à l'exportation font augmenter de quelque 15 pour cent le prix à l'exportation du riz; la simple élimination de ce surcoût ferait augmenter le revenu des agriculteurs pauvres de 2 à 6 pour cent.
 - Les redevances portuaires sont quatre fois plus élevées que dans le pays voisin, la Thaïlande.
 - 99 pour cent des entreprises commerciales ont indiqué que les douanes étaient leur principale contrainte.
- En Mauritanie, les frais de transport d'un conteneur de 40 pieds de long entre les États-Unis et la Mauritanie sont 3,5 fois plus élevés qu'entre les États-Unis et Hong Kong.

15. Outre l'influence réciproque des initiatives d'allègement de la dette et du commerce, le lien entre le commerce et la réduction de la pauvreté est également important.

- La nature des liens entre les réformes/possibilités commerciales et la réduction de la pauvreté n'a pas encore fait l'objet d'études et n'est pas bien comprise.
 - Selon des résultats préliminaires (par exemple, pour le riz au Cambodge) les réformes intérieures seraient susceptibles d'avoir une forte incidence sur les pauvres (ce qui reflète la question de l'accès aux marchés).
 - De telles réformes pourraient constituer le pendant dynamique nécessaire aux initiatives PPTE qui allègent actuellement la charge de la dette.
-